

communiqué fédéral

FRAUDE AUX ECLS

Qui sont les responsables ?



ÉTUDE DE MÉDECINE = TRI SOCIAL

Solidaires
étudiant-e-s
syndicats de luttes

À BAS LE FAVORITISME
ET LA SÉLECTION

De quoi s'agit-il ?

Il y a quelques jours, le message anonyme d'un.e étudiant.e de médecine a fait scandale : **les sujets des ECOS** (examens cliniques objectifs structurés, épreuves orale du concours de l'internat de médecine) de juin dernier **auraient fuité** ! Un document de 18 pages posté sur le groupe des étudiant·e·s rapporte la création d'un groupe Télégram, comprenant des étudiant·e·s en médecine, des professeur·e·s de médecine rédigeant les épreuves et des PS (patient·e·s standardisé·e·s, personne formée pour jouer le rôle d'un patient durant l'épreuve), dans lequel les sujets des épreuves et les grilles de notation auraient été monnayés pour permettre une triche organisée.

Ce document aurait été envoyé en juin dernier aux instances rédigeant le concours, sans réaction ou transparence notable de leur part.

Cette triche massive aurait donc permis de faire monter de plusieurs milliers de places certain·e·s étudiant·e·s, **dans un concours absolument déterminant dans la carrière d'un médecin car figeant dans le marbre leur spécialité**. Des demandes ont été faites pour contester l'examen, mais aucune des procédures judiciaires n'a abouti jusqu'à là.



Il est probable que les étudiant·e·s ayant eu accès aux grilles fassent parti des étudiant·e·s bourgeois déjà avantagé·e·s dans les études de médecine notamment car enfants de médecins haut placé·e·s dans la hiérarchie. **Ce scandale arrive dans un contexte où les étudiant·e·s en médecine sont déjà très fortement inégaux face au concours de l'internat** et dans lequel certaines universités parisiennes bourgeoises excellent. Au fil des années, le classement des facultés ne change pas beaucoup et les inégalités territoriales se perpétuent.

Les ECOS sont aussi une épreuve orale ajoutée récemment au concours, autrefois uniquement écrit, et **soupçonnés depuis leur création d'être un filtre discriminatoire, dans lequel principalement les étudiant·e·s racisé·e·s, mais également appartenant à d'autres minorités, sont fortement désavantagé·e·s.**

Au-delà de la véracité ou non des faits, ce scandale est révélateur d'une filière profondément classiste et discriminatoire.



Nombre de problèmes organisationnels ont été dénoncés à chaque passage des ECOS depuis leur début : inégalités entre les facultés en terme de préparation aux examens et entre les modalités de passage dans les facultés, ruptures d'équités, et donc cette année également des fuites organisées des épreuves avant et pendant les examens.

L'entre-soi en médecine commence dès les études. **Les instances ayant mis en place cette modalité d'examen et créant des processus sélectifs sont à l'origine de toutes ces problématiques.** Les corporations, cherchant à préserver les avantages de la profession, auront toujours tendance à aller dans le sens des instances, voire à influencer les votes. Les élections en sont la preuve : des étudiant·e·s ont rapporté avoir subi des pressions de la part d'étudiant·e·s issu·e·s de corporations car leur ligne était trop « radicale » politiquement.



Pourquoi ces fraudes ?

Ces fraudes, si elles ne sont pas aussi massives d'habitude, sont fréquentes. Et à raison : les ECOS décident de l'avenir de milliers de futur·e·s médecins à travers la France, mis·e·s en compétition car les places de spécialité et de lieux d'exercice valent chères par leur rareté. *Cette mise en concurrence est entretenue par les politiques publiques depuis les années 70* avec notamment le numerus clausus, officiellement aboli mais officieusement toujours présent, et les organisations "savantes" de médecine, bien contentes de garder leurs privilèges (et leurs revenus !)

Travailler dans ces conditions n'est pas tolérable !

Le corporatisme protège ses intérêts et couvre donc tout scandale qui pourrait affecter négativement leur profession, *quitte à protéger des auteurs de violences sexistes et sexuelles, des personnes racistes, etc...*



Les abus de hiérarchie, de pouvoir et les favoritismes n'ont pas leur place dans l'enseignement supérieur et ne sont que le reflet d'un secteur aujourd'hui toujours imprégné de ces logiques.

Les conséquences en sont importantes : de nombreux étudiant·e·s rapportant de l'anxiété et des idées suicidaires tout le long de leurs études, et encore plus à l'approche et autour des examens.

Pour une santé au service de la société et des études justes et épanouissantes, ce n'est pas une solidarité corporatiste dont on a besoin, mais d'une solidarité de lutte politique ! Qu'elle soit de classe et contre toutes les discriminations (de race, de genre, de handicap...).



Alors que faire ? Est-ce finalement sur les étudiant·e·s qui ont fraudé qu'il faut rejeter la faute ? Bien évidemment que non ! Ce ne serait pas résoudre le problème.

Les ECOS ne sont qu'une modalité participant encore plus à la sélection et aux discriminations en études supérieures et en médecine. C'est une modalité considérée dans d'autres pays comme non légitime pour classer des étudiant·e·s. Depuis plusieurs mois et années des étudiant·e·s en médecine se mobilisent et dénoncent les problèmes organisationnels ayant pu avoir lieu dans le cadre de cette modalité d'évaluation qui ne doit plus être classante.

Nous exigeons :

> Des ECOS validants et non classants, revendication partagée par la grande majorité des étudiant·e·s,

> Une transparence intégrale de la part des institutions (le CNG) sur les corrections des épreuves, qui ne sont jamais transmises aux étudiant·e·s,



> Une uniformisation nationale des conditions de préparation aux examens et de formation

> Des associations et institutions moins descendantes, vraiment démocratiques, représentatives des étudiant·e·s en médecine et défendant réellement leurs droits plutôt que des intérêts personnels ou du gouvernement.

Plus largement :

> Une refonte totale du système de sélection dans les études de médecine,

> Des changements plus radicaux concernant la hiérarchie et les discriminations dans les études de santé, avec notamment la fin de l'omerta et du corporatisme,

> De meilleures conditions de travail et de rémunération pour les étudiant·e·s en médecine et tous les personnels de santé,

> Des moyens financiers conséquents pour l'hôpital public et la prévention afin de lutter contre la pénurie médicale et les inégalités d'accès aux soins.



Nous appelons les étudiant·e·s à se syndiquer pour faire valoir leurs revendications, et à une grève générale des futur·e·s internes – et plus généralement des étudiant·e·s en médecine – dès leur rentrée le 2 novembre prochain.

**La sélection doit disparaître.
Pour lutter pour tes droits : syndique-toi !**



LUTTER, SYNDICATISER, VAINCRE